

Aménagement forestier et état d'avancement du Processus FLEGT au Gabon

Présenté par

*Sylvain NZE NGUEMA,
Directeur Général Adjoint des Eaux et Forêts*

Juin 2011

Plan de l'exposé

1. Importance de la forêt gabonaise
2. Cadre législatif et fiscal du secteur forêt
3. Aménagement forestier
4. Processus FLEGT
5. Etapes avant les négociations
6. Ouverture des négociations
7. Mécanismes d'implication des parties prenantes
8. Mécanismes de concertation
9. Réalisations à ce jour
10. Prochaine étape
11. Conclusion

Importance de la forêt gabonaise

- **Population:** 1.586.876 hab. dont 73% urbain et 27% rural
- **Situation:** deuxième grand pays forestier du bassin du Congo après la RDC;
- **Superficie totale du pays:** 267.667 km² (26.766.700 ha);
- **Superficie forestière:** 20 millions d'hectares soit 80 % du territoire;
- **Deuxième employeur après l'Etat :** 20 000 emplois
- **Taux de déforestation:** < 1% par an
- **Taux d'accroissement annuel moyen:** 5 millions de m³/an;
- **% du pays sous agriculture :** 0,4%;
- **Surface de forêt/personne :** 15 ha;
- **Biodiversité:** + de 8000 espèces végétales dont beaucoup sont endémiques, + de 150 espèces de mammifères, 600 espèces d'oiseaux et de nombreux reptiles.

L'Okoumé (*Aucoumea klaineana* P.) est l'essence prédominante de la forêt gabonaise. Elle présente d'excellentes aptitudes:

- Sylvicoles (facilité de régénération tant naturelle qu'artificielle);
- Technologiques (déroulage pour la fabrication de contreplaqué)

Le potentiel en bois d'œuvre exploitable est évalué à environ 400 millions de m³

Conscient de l'importance du potentiel de ses forêts, le Gabon s'est engagé dans le processus de gestion durable de ses écosystèmes.

Cadre législatif et réglementaire

Le cadre législatif et réglementaire est régi par la loi 16/01 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République Gabonaise et ses différents textes d'application.

Ce cadre est la réponse du Gabon à l'objectif environnemental issu du Sommet de Rio de Janeiro de 1992 et des résolutions du sommet de Johannesburg en 2002.

La loi 16/01 considérée vise 4 objectifs :

- La gestion durable des forêts par la pratique de l'aménagement;
- La conservation des écosystèmes;
- L'industrialisation plus poussée de la filière bois;
- L'implication des populations locales.

Cadre législatif et réglementaire (2)

Elle introduit des notions nouvelles telles que la certification forestière et de nouvelles modalités de gestion de la ressource.

Cette orientation traduit la volonté du Gouvernement de concilier les impératifs de développement à ceux de la conservation.

Pour la traduction en acte des prescriptions du Code Forestier, l'administration a élaboré et met en œuvre les textes d'application.

Cadre législatif et réglementaire (3)

A cet effet, 30 textes ont été produits dans les domaines suivants :

- Aménagement des forêts de production et gestion des forêts communautaires;
- Industrialisation de la filière bois ;
- Gestion de la faune et des aires protégées ;
- participation des communautés locales à la gestion de la ressource;
- Fonds Forestier National.

Cadre fiscal

Au plan fiscal, la loi de finances 2004 a introduit une fiscalité différenciée basée sur le niveau d'engagement des opérateurs dans le processus d'aménagement-exploitation-transformation:

- **300 Fcfa/ha/an** pour les concessions aménagées;
- **200 Fcfa/ha/an** pour les assiettes annuelles de coupe fermées à l'exploitation;
- **600 Fcfa/ha/an** pour les concessions non aménagées.

Quant aux Droits et Taxes de Sortie (DTS), leur taux ont été modulés:

- **17% en 2004,**
- **15,57% en 2005,**
- **15,57 en 2006,**
- **17% en 2007.**

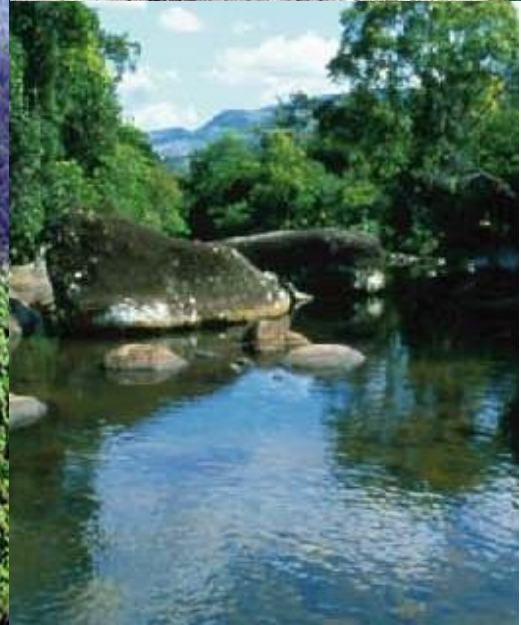
Cadre fiscal (2)

Cette avancée fiscale a été accompagnée des mesures administratives ci-après:

- ✓ retour systématique aux Domaines des permis forestiers en situation irrégulière (arrêté 0247_07 du 13 avril 2007 et n°1478 du 15 juin 2010) ;
- ✓ mise en place d'une Commission tripartite regroupant des représentants des Directions Générales des Impôts, des Douanes et des Eaux et Forêts, chargée du suivi-évaluation du recouvrement des recettes forestières;
- ✓ Publication de la liste des détenteurs des permis forestiers sur le site internet du ministère de l'Economie et des Finances.



Aménagement forestier



La loi 16/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République Gabonaise segmente le domaine forestier national en deux:

- un Domaine Forestier Permanent,
- un Domaine Forestier Rural.

Le domaine forestier permanent de l'État (DFPE) est parti en :

- forêts de production ;
- aires protégées, ces dernières font partie des forêts domaniales classées.

L'objectif visé est de mettre sous aménagement durable l'ensemble des forêts de production.

Résultats obtenus

- Implication effective des grands opérateurs privés soutenus par l'AFD et le FFEM;
- Signature avec l'AFD d'un accord de prêt pour l'aménagement des petits permis forestiers (PMEF) sur 2,5 millions d'ha;
- Dynamique d'aménagement forte : sur un total de 12,9 millions d'ha attribués, la situation actuelle de l'aménagement se présente comme suit:

Stade du processus	Nbre	Superficies en (ha)
Plans d'aménagement validés	16	4 432 957
Plans d'aménagement en cours de validation	5	1 040 335
Conventions Provisoires signées	31	5 284 603
Soit un total de	52	10 757 895

NB: 6 Concessions certifiées FSC pour 2 071 163 ha

Processus FLEGT

FLEGT est l'acronyme anglais pour « Applications des Réglementations forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux ».

C'est un **processus** visant à éradiquer l'exploitation illégale des forêts et son commerce associé.

Négocier un **APV FLEGT** consiste à examiner le contexte juridico-légal et réglementaire du Gabon pour construire un système de vérification de la légalité des bois produits et destinés à l'exportation

Etapes avant les négociations

- *Déclaration d'intérêt* à travers un courrier du Ministre en charge des Forêts du Gabon au Représentant de l'Union Européenne : **mai 2008**
- *Atelier de démarrage des activités* du processus FLEGT au Gabon : **mai 2009**
- *Demande d'ouverture des négociations* à travers un courrier du Premier Ministre gabonais au Commissaire européen en charge du développement : **novembre 2009**
- *Cérémonie de lancement de l'ouverture des négociations* pour la conclusion d'un Accord de Partenariat Volontaire : **23 septembre 2010**
 - Lecture d'une déclaration commune entre la République gabonaise et l'Union Européenne.

Ouverture des négociations

- *Première session de négociation* entre le Gabon et l'Union Européenne : **24 septembre 2010**.
- Elaboration d'une feuille de route le **24 sept 2010** présentant :
 - les thèmes à aborder tout au long des négociations ;
 - la planification des activités à réaliser durant la période des négociations ;
 - les dates et lieux de la tenue des sessions de négociation (2 à Libreville et 2 à Bruxelles).

Mécanisme d'implication des parties prenantes

- Organisation des différents groupes d'acteurs (administrations, secteur privé et société civile) ;
- Mise en place d'un Comité technique de Coordination (CTC) composé des représentants des différents groupes d'acteurs.

Mécanismes de concertation

- *Mécanismes de concertation sur des thématiques à travers des échanges :*
 - au sein de chaque groupe d'acteurs afin de dégager une « position du Groupe » ;
 - au sein du CTC en vue d'aboutir à une « position consensuelle de la partie gabonaise » ;
 - entre le Gabon et l'Union Européenne en vue d'aboutir à une « position consensuelle entre les deux parties »

Réalisations à ce jour

- Organisation des réunions du CTC dont la première s'est tenue le **12 novembre 2010**.
- Organisation de trois sessions techniques par vidéoconférence :
 - 03 décembre 2010 ;
 - 28 janvier 2011 ;
 - 04 mars 2011.
- Organisation d'une session technique à Libreville en avril 2011.

Réalisation à ce jour ⁽²⁾

- Echanges entre le Gabon et l'Union Européenne sur différentes thématiques :
 - [Sources légales de bois](#) tel que prévu par la réglementation forestière ;
 - Projet de « [Grille de définition du bois légal](#) » ;
 - Textes législatifs et réglementaires ainsi que conventions et protocoles sous-régionaux et internationaux pertinents pour la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Volontaire » ;
 - [Liste des produits](#) à prendre en compte dans le cadre de l'Accord de Partenariat Volontaire ;
 - Systèmes de traçabilité du bois en vigueur ou en cours d'élaboration au Gabon.

Prochaine étape

- Session technique n°5 à **Bruxelles** début juillet 2011
 - la légalité;
 - la traçabilité;
 - la couverture produits;
 - Finalisation des documents à négocier
- Session de négociation n°2 à **Bruxelles** début juillet 2011
 - la légalité;
 - la traçabilité;
 - la couverture produits;
 - La feuille de route.

Conclusion

- La majeure partie du travail repose sur les collègues d'acteurs et sur le CTC. Ce travail est hautement consommateur de temps et de ressources humaines:
 - Échanges techniques (préparation et conduite des débats);
 - Établissements des comptes rendus;
 - Harmonisation des points de vue au niveau national;
 - Élaboration des positions communes pour discuter avec l'UE.
- **Pour parvenir à la signature d'APV avec l'UE, il nous reste encore dix (10) sessions techniques et deux (2) sessions de négociations:**
 - Tracabilité;
 - Audit indépendant du système;
 - Autorisations flegt;
 - Accord flegt;
 - Mise en œuvre de l'accord.

**Merci pour votre
attention**

